

ALAIN JEANNET

## LE CONSEIL FÉDÉRAL SE MOQUE DES LATINS



On se gargarise volontiers de notre caractère plurilingue et multiculturel. C'est ce qui ferait de la Suisse une sorte de modèle. La réalité est autre. Par exemple dans les hautes sphères de l'administration fédérale: les Latins n'y sont représentés qu'à 16%, alors que le gouvernement lui-même s'est fixé un objectif de 30%. Exemple, mon œil!

En 2009, nous avons publié une première enquête sur la sous-représentation des Romands, des Tessinois et des Romanches dans l'entourage des conseillers fédéraux. Fin 2011, nous revenions à la charge avec des chiffres plus complets. Ils révélaient une fois encore l'immobilisme gouvernemental, malgré les injonctions parlementaires et l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les langues.

Un manque de volonté politique persistant: tout récemment, le Conseil fédéral rejetait encore le postulat du conseiller national Marco Romano sur le même sujet. Délai trop court, statistiques compliquées à établir, lui fut-il répondu. De qui se moque-t-on? En moins d'une semaine, *L'Hebdo* a calculé les chiffres et les a analysés. Résultat: non, non, rien n'a changé... (lire l'article de Michel Guillaume en page 22).

Dans le rôle du cancre, Eveline Widmer-Schlumpf, la cheffe des Finances. Son département compte un seul Romand parmi les 38 cadres dirigeants. Alain Berset fait à peine mieux, puisque le Département de l'intérieur atteint de justesse les 13%. En revanche, les Affaires étrangères restent mélangées, une tradition, avec quelque 40% de Latins aux postes importants.

**Le scandale continue: les minorités linguistiques restent sous-représentées dans l'administration.**

Le plus significatif? La mainmise presque totale des Alémaniques sur les Ressources humaines de l'administration. Et donc sur le recrutement des hauts fonctionnaires. En théorie, tous se disent convaincus de la richesse et de la plus grande efficacité des équipes plurilingues. Dans les faits, c'est l'inverse: la sensibilité et la culture politiques latines sont négligées.

L'introduction de quotas? Nous n'y sommes pas encore. Il faudrait d'abord respecter un principe simple: à compétences égales, le candidat latin doit l'emporter, en tout cas jusqu'à ce que ce fameux objectif de 30% soit atteint. Ensuite, un peu comme les chasseurs de talents dans le football, la nouvelle déléguée fédérale au plurilinguisme

Nicoletta Mariolini devrait aller dans les cantons pour repérer, préparer et recruter les fonctionnaires intéressés par une carrière bernoise. C'est que le dynamisme économique

et les perspectives d'emploi dans l'arc lémanique, notamment, n'incitent pas à migrer spontanément au bord de l'Aar.

Qu'on cesse donc de se raconter des histoires. La Suisse qui se pense et se gouverne en quatre langues n'est pas encore ressuscitée. La cohésion nationale n'est pas ancrée dans nos gènes, elle se soigne et se cultive. Voilà le défi. Au Conseil fédéral de le prendre enfin au sérieux. ◦

ALAIN JEANNET RÉDACTEUR EN CHEF